



## Mercredi 19 avril : toutes et tous en grève et en manif à Paris Déterminés on continue jusqu'au retrait !

L'intersyndicale, porteuse de revendications claires : pas de recul de l'âge de départ, pas d'allongement de la durée de cotisations, a été reçue le 5 avril par la Première ministre. La demande réitérée de retrait de la réforme s'est heurtée à un refus net de l'exécutif.

Pour l'intersyndicale, il s'agit là d'un déni et d'un mépris total du rejet massif porté par toutes nos organisations, par les travailleurs et travailleuses et par l'opinion publique.

Pourtant, cette opposition largement majoritaire s'exprime dans le pays, depuis le 19 janvier, avec déjà 11 puissantes mobilisations à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse, mais aussi au travers des actions et des grèves.

Le 7 avril, ce sont près de 2 millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s. qui se sont mobilisés dans le calme et la détermination pour dénoncer cette réforme injustifiée, les régimes de retraite n'étant pas « au bord de la faillite » comme le prétend le gouvernement.

Le contexte est inédit. Dans ce climat de fortes tensions que l'on peut qualifier de grave crise démocratique et sociale, l'exécutif s'arc-boute et porte seul la responsabilité d'une situation explosive dans l'ensemble du pays.

Cette réforme est perçue, à juste titre, comme brutale et injuste par les travailleurs et travailleuses et la jeunesse qui ont tous et toutes bien compris qu'ils et elles devront travailler plus longtemps sans que jamais le patronat, ni les employeurs publics ne soient mis à contribution.

L'intersyndicale a soumis au Conseil constitutionnel, qui rendra sa décision le 14 avril, des argumentaires considérant que cette loi devrait être déclarée contraire à la Constitution.

Dans le même temps, le ministre Ndiaye multiplie les provocations à l'égard des personnels de l'Éducation Nationale : suppressions de postes dans le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré à la rentrée 2023, fermetures de lycées, maintien du « Pacte » alors que toutes les organisations syndicales ont quitté la table des concertations, Et il ose en plus affirmer que « *la réforme des retraites ne change pas radicalement les choses pour les enseignants* » ? Ca suffit !

**Les organisations syndicales CGT Educ'action 75, CGT Educ'Action Créteil, CNT Education de la région parisienne, FNEC FP-FO Paris et Versailles, Sgen-CFDT Ile-de-France, SNALC Versailles, SUD Education de la région parisienne, UNSA Education Ile-de-France, ont appelé tous les personnels de l'Éducation Nationale en Ile-de-France à faire grève le 13 avril et à participer à toutes les actions et initiatives intersyndicales de mobilisations, y compris le 14 avril, pour gagner le retrait de cette réforme.**

Elles invitent les personnels à poursuivre et amplifier la mobilisation pour le retrait de la réforme Macron-Borne, et appellent les personnels à **un rassemblement le mercredi 19 avril après-midi, au ministère**, pour y porter toutes les revendications. Non aux suppressions de postes ! Revalorisation immédiate de tous les personnels sans contrepartie au moins à hauteur de l'inflation ! Abandon du « Pacte » Ndiaye ! Retrait de la réforme des retraites !